James Bindenagel, Matthias Herdegen, Karl Kaiser
(dir.), *Internationale Sicherheit im 21. Jahrhundert.
Deutschlands internationale Verantwortung*

Philipp Siegert

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/ifha/9019>

DOI: 10.4000/ifha.9019

ISSN: 2198-8943

Publisher

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Electronic reference

Philipp Siegert, « James Bindenagel, Matthias Herdegen, Karl Kaiser (dir.), *Internationale Sicherheit im 21. Jahrhundert. Deutschlands internationale Verantwortung* », *Revue de l'IFHA* [Online], Date of review, Online since 24 April 2018, connection on 24 September 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/9019> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.9019>

This text was automatically generated on 24 September 2020.

©IFHA

James Bindenagel, Matthias
Herdegen, Karl Kaiser (dir.),
*Internationale Sicherheit im 21.
Jahrhundert. Deutschlands
internationale Verantwortung*

Philipp Siegert

REFERENCES

James Bindenagel, Matthias Herdegen, Karl Kaiser (dir.), *Internationale Sicherheit im 21. Jahrhundert. Deutschlands internationale Verantwortung*, Göttingen / Bonn : V&R Unipress / Bonn University Press, 2016, 256 p., 45 €

Ce volume présente au lecteur 24 contributions d'universitaires, de diplomates et de praticiens des relations internationales réunies par trois professeurs de l'université de Bonn : James Bindenagel (ancien diplomate américain, entre autres chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Allemagne en 1996-97 ; professeur à Bonn depuis 2014), Matthias Herdegen (juriste, spécialiste de droit public et de droit international ; professeur à Bonn depuis 1995, où il dirige l'institut de droit international) et Karl Kaiser (professeur en sciences politiques à Bonn de 1991 à 2000 ; *adjunct professor* à la Kennedy School of Government de Harvard depuis 2007). Tous trois sont membres du *Bonn Center for International Security and Governance* (CISG). Publié en allemand en 2016 et traduit en anglais en 2017, le livre affiche son ambition dès l'avant-propos (p. 12) : il s'agit de contribuer au débat sur la sécurité contemporaine.

Les éditeurs ont divisé l'ouvrage en trois parties : la première traite de « la sécurité et de l'ordre de droit international », la deuxième des « défis globaux », et la troisième des « implications pour l'Allemagne ». L'ouvrage réunit des contributions stylistiquement hétérogènes – variant entre l'analyse, la prescription et l'essai –, mais généralement réfléchies et intéressantes. La partie qui intéressera le plus les historiens est la première, car c'est ici que nombre de contributeurs présentent des réflexions historiques ou suggèrent des parallèles avec le passé. La lecture de l'actualité et, en partie, celle du passé présentées dans cet ouvrage reflète l'orientation transatlantiste du CISG. S'il y a à ce titre un bémol à signaler, c'est que bon nombre d'auteurs ainsi que les éditeurs eux-mêmes – à en juger par leur introduction (p. 11) et la conclusion de J. Bindenagel (p. 246-247) – assimilent de manière un peu trop rapide la source des défis à l'orient et celle de leurs solutions à l'occident. J. Forbrig et K.-H. Kamp, notamment, affichent cette position, au risque parfois d'une trop grande simplification ; certaines contributions, comme celles de X. Gu et de C. Raab, apportent cependant un contrepoint bienvenu.

Cet ouvrage obéit manifestement à la volonté de présenter une approche interdisciplinaire ; en l'occurrence, le pari est réussi. La contribution du juriste M. Herdegen, par exemple, contient des réflexions d'ordre politique et stratégique, celle du diplomate U. Schlie prend en compte des aspects sociologiques et historiques, et celle du politologue X. Gu intègre des concepts issus des études culturelles et des mentalités. Beaucoup de contributeurs présentent leurs arguments dans un contexte élargi, ce qui facilite la lecture pour les non-initiés à des problèmes spécifiques, tels que les implications en droit international de la concurrence territoriale en mer de Chine ou de la non-prolifération des armes nucléaires.

Un intérêt particulier pour des lecteurs historiens émane du fait que plusieurs contributions établissent des liens, ou du moins proposent des comparaisons, entre les défis actuels et l'histoire. À ce titre, X. Gu met en contraste la fondation pluriséculaire de l'identité et de la politique chinoises sur le collectivisme (p. 61-62) et l'individualisme au fondement des notions juridiques occidentales depuis 1776-1789. Il met ainsi au jour les racines profondes des différents regards que portent les gouvernements sur des questions telles que la compatibilité de la « démocratisation libérale » ou de *regime change* avec le droit international. De son côté, U. Schlie soutient que « des critères permettant de savoir si nous réussissons à gérer les changements accélérés de notre ère » ne peuvent être élaborés « qu'à partir de l'histoire » (p. 41). Sa contribution présente de manière particulièrement synthétique l'évolution de notions-clés des relations internationales – telles que souveraineté, territorialité, grande puissance, nation – du XVII^e siècle jusqu'à l'avènement d'un monde bipolaire après 1945. C'est sur cette toile de fond qu'il présente sa lecture de la politique globale depuis 1989 et notamment de ses deux revirements principaux, c'est-à-dire la relativisation de la territorialité et de la souveraineté face à la judiciarisation et à la supranationalisation (p. 36). Lui aussi identifie une opposition conceptuelle, qui découlerait en l'occurrence d'interprétations divergentes des mêmes notions (par exemple la souveraineté). Par conséquent, deux courants s'opposeraient : l'un voudrait faire évoluer l'institutionnalisation supranationale, l'autre souhaiterait établir un équilibre entre les grandes puissances.

Au-delà de son but affiché de contribuer au discours de politique sécuritaire, ce livre saura intéresser les lecteurs français – historiens ou non – car il met en exergue quelques particularités du traitement de questions stratégiques par le voisin d'outre-Rhin. On peut nommer à titre d'exemple la contribution de O. Gnad et plus particulièrement le passage renvoyant à l'histoire récente consacré au « consensus sociétal tacite » en Allemagne de renoncer à la mise au point d'une politique stratégique (trop) proactive (p. 131-133). Un diagnostic semblable se trouve chez J. Krause (p. 93-94), qui parle de « l'absence de profondeur stratégique » des décisions concernant le déploiement de la *Bundeswehr* (notamment en Afghanistan).

L'importance des contributeurs à cet ouvrage peut justifier l'espoir des éditeurs de contribuer au débat sur la politique de sécurité. Au vu de l'orientation générale de l'ouvrage et avec 24 contributions sur environ 250 pages, le lecteur aura cependant du mal à y trouver le type d'analyses différenciées qui seraient peut-être nécessaires pour donner de nouvelles impulsions à ce débat. L'ouvrage n'en livre pas moins un aperçu de l'état actuel du débat sécuritaire en Allemagne et des lacunes identifiées par des experts du domaine. À ce titre, il vaut tout à fait la peine d'être lu – la nature plutôt synthétique des contributions présentant de ce point de vue un atout.